

« La politique conduite par le gouvernement que je dirige est sans doute la plus à gauche de toutes les démocraties occidentales »[*]

Laurent Bouvet²

Les principaux gouvernements de gauche d'Europe occidentale arrivés au pouvoir dans la seconde partie des années 1990 sont entrés dans la période 2001-2002 dans une phase délicate de leur existence : le retour devant les électeurs. Au printemps 2001, la gauche italienne qui avait réussi, en 1996, à conquérir le pouvoir en s'unissant a perdu devant une coalition de droite emmenée par Silvio Berlusconi. Au Royaume-Uni, Tony Blair a été réélu sans difficultés face aux conservateurs³. Au printemps 2002, en France, la « majorité plurielle » et son chef Lionel Jospin vont être confrontés à la séquence électorale « présidentielle-législatives » alors qu'à l'automne, c'est la coalition « rouge-verte » de Gerhard Schröder et Joschka Fischer qui affrontera les urnes. Cet ensemble d'élections nationales clôt une période exceptionnelle pour la gauche européenne puisque celle-ci était au pouvoir simultanément dans la quasi-totalité des pays de l'Union, et tout particulièrement dans les quatre « grands ». On s'interrogera au passage, car ce n'est pas le sujet ici, sur l'influence de cette conjonction inédite quant à l'orientation de la politique européenne depuis quelques années et son lot de succès ou d'échecs – on peut tenter l'exercice à partir de l'exemple du Traité de Nice !

Parmi les nombreuses questions que l'on peut se poser pendant cette période de transition, à la lumière des années qui viennent de s'écouler et dans la perspective des échéances de l'an prochain pour ce qui concerne la France notamment, figure celle du bilan de la politique menée, et conséquemment, de son appréciation par les électeurs. On peut également s'interroger sur la définition de la gauche qu'il est possible d'avancer aujourd'hui compte tenu de la diversité des expériences et des transformations auxquelles doivent répondre gouvernements, partis et mouvements qui s'en réclament. Ainsi l'émergence d'un mouvement contestataire de la « mondialisation » particulièrement vivace en Europe – mouvement amplifié et radicalisé depuis l'épisode tragique de Gênes cet été – remet-elle en cause, par les débats plus ou moins idéologiques qu'elle suscite, le positionnement électoral des différents partis de gauche. Comment prendre en compte les aspirations, pour une part légitimes, qui se manifestent à travers cette contestation du marché, du capitalisme, du libéralisme, de l'hégémonie américaine, etc. tout en exerçant le pouvoir politique dans un monde dont les réalités marchande, capitaliste, libérale et

américaine s'imposent largement aux acteurs politiques et économiques ? Pour faire simple : comment un gouvernement de gauche peut-il le rester dans un monde qui ne favorise pas particulièrement le développement d'une politique conforme aux valeurs traditionnelles de celle-ci ?

La « nécessaire » trahison sociale-démocrate

À cette question générique, toute une partie de la gauche européenne répond en substance suivant le schéma de la « trahison », grand classique de la stigmatisation de la social-démocratie et du socialisme démocratique en général. La forme contemporaine de cette figure imposée de la critique de gauche s'énonce ainsi : les gouvernements de gauche arrivés au pouvoir depuis quelques années dans les pays de l'Union européenne ne sont pas capables de mener des politiques conformes aux attentes du « peuple de gauche » et aux idéaux d'égalité et de justice auxquels il aspire. Ils ne font que se plier aux règles du capitalisme marchand mondialisé édictées par les États-Unis. Ces gouvernements et les partis qui y participent ou les soutiennent trahissent ainsi classe, électorat et cause tout à la fois. Ce procès en trahison court dans toutes les gauches européennes, qu'il soit adressé aux forces gouvernementales de l'extérieur de la coalition, comme en France, si l'on suit les attaques de l'extrême gauche ou du « mouvement social » contre le gouvernement de Lionel Jospin, ou de l'intérieur des partis au pouvoir, comme au Royaume-Uni ou en Allemagne.

Aujourd'hui, la critique de la gauche radicale s'articule principalement autour de l'idée que les gouvernements de gauche seraient convertis au « social-libéralisme », en fait à une variante du néolibéralisme à peine différente de son supposé modèle reagano-thatchérien du début des années 1980. Cette attaque en règle a été particulièrement virulente contre le gouvernement de Tony Blair⁴ et au début de la période contre celui de Schröder. Elle s'est depuis largement étendue, en France, à celui de Lionel Jospin pourtant crédité à ses débuts d'une « image de gauche ». Nous ne nous intéresserons pas ici à la manière, connue, dont est construite cette critique⁵ pour nous concentrer plutôt sur ses conséquences sur la gauche gouvernementale et plus largement réformiste⁶.

Le mystère de la « vraie gauche »

La première conséquence de cette critique n'est pas la moins paradoxale, puisqu'elle met en scène la relation de la gauche gouvernementale avec sa sœur ennemie radicale. Au nom, en particulier, de l'histoire – du mouvement ouvrier, des luttes sociales... #, la gauche est perçue et se « perçoit » largement elle-même comme une entité non pas seulement distincte de la droite mais encore unie par les mêmes valeurs et les mêmes combats. Cette appartenance et cette dénomination communes sont en effet explicables et justifiables historiquement, et certainement encore sur bien des plans ; elles sont pourtant aussi – et indissociablement – le fruit d'une vaste « construction » historique masquant la complexité et la diversité des mouvements, des valeurs et des idées qui ont constitué « la gauche ». Le souci unificateur du marxisme apparaît comme la principale modalité de cette construction-reconstruction du paradigme politique de la gauche européenne. Or, c'est bien dans cette logique qu'il convient de placer aujourd'hui encore l'analyse des rapports entre gauche de gouvernement et gauche radicale, malgré la levée de l'hypothèque

communiste en 1989 et la victoire sur deux siècles, au sein de la gauche, du socialisme qui a mis l'accent sur la démocratie et la liberté – pour faire court de l'analyse de Léon Blum dès le Congrès de Tours en 1920 sur la majorité de la SFIO qui choisissait de devenir le Parti communiste.

Il pèse sur les forces politiques qui se réclament de la gauche en général, en France plus qu'ailleurs peut-être, un complexe vis-à-vis de la critique, de la radicalité politique, et sans doute, au-delà, de l'acte révolutionnaire. La gauche est victime d'une sorte de surmoi radical ou gauchiste l'empêchant de penser le monde tel qu'il est, voire tel qu'il devrait être. Si bien que le progressisme dont se réclame pourtant traditionnellement la gauche ressemble souvent à une forme de conservatisme, à une sorte de musée d'idées adaptées au monde et aux sociétés européennes du milieu du XIXe siècle. La critique est ancienne puisqu'il suffit de se rappeler, entre autres, qu'elle fût adressée par Eduard Bernstein à l'orthodoxie marxiste du SPD au tournant des XIXe et XXe siècles. Pourtant, les débats récurrents entre réformistes et radicaux semblent, en dépit de la confirmation historique têtue de la justesse des aspirations des premiers et de la faillite des seconds, ne pas avoir entraîné d'effet d'apprentissage de la part de la galaxie critique. Celle-là même qui se réfugie commodément aujourd'hui dans l'anti-mondialisation confondue avec l'anti-libéralisme.

Le gouvernement « le plus à gauche »

Il s'agit d'un perpétuel sujet d'étonnement qui serait plutôt distrayant s'il n'avait des conséquences sur la réalité politique et le sens que l'on peut aujourd'hui donner à l'expression « être de gauche ». Comment en effet interpréter les propos de Lionel Jospin lorsqu'il s'applique à proclamer dans ses grands discours récents, prononcés devant des responsables et des militants socialistes⁷, qu'il dirige le gouvernement qui mène « la politique la plus à gauche de toutes les démocraties occidentales » ? Il succombe sans doute, en ces occasions, à la puissance déjà évoquée de ce surmoi radical, à cette propension latente au gauchisme d'estrade qui pèse sur l'ensemble des forces de gauche en France – et dans une bonne partie de l'Europe.

Mais l'explication psychologique ne suffit pas. Il faut se demander ce qui, au fond, peut bien pousser Lionel Jospin à parler et, sans doute, à penser ainsi ? Est-ce le fait de ne pas se sentir légitime vis-à-vis d'une sorte d'instance transcendante qui définirait les règles de la bonne conduite d'un gouvernement de gauche – on peut d'ailleurs se poser la question du statut de cette instance : le « peuple de gauche », la « classe ouvrière », la « vraie gauche », la « gauche de la gauche », le « mouvement social » ? Est-ce de ne pas se sentir à l'aise parce que le gouvernement qu'il dirige a davantage privatisé que tous ses prédécesseurs, droite et gauche confondues (180 milliards de francs), parce que ce gouvernement a mis en place un ensemble conséquent de baisses d'impôt en faveur des entreprises ou des classes moyennes, ou encore parce qu'il a laissé s'instaurer une « flexibilité » du travail sans précédent à l'occasion de la mise en œuvre de la loi sur les 35 heures ?

Effectivement, ces constats renvoient à une image non conforme à ce que doit être la gauche, en fait à une « certaine idée » de la gauche au gouvernement. Proclamer haut et fort que l'on est le gouvernement qui mène la politique la plus à gauche des démocraties occidentales semble, en face de ce bilan, faire partie d'un enrobage rhétorique destiné à le faire oublier ou à l'adoucir. Oui, certes...

mais l'on pourra toujours objecter à cette critique que le gouvernement a effectivement mis en œuvre des mesures estampillées « 100 % pure gauche » incluant les 35 heures (selon une autre lecture), les emplois-jeunes, la CMU, la parité, le PACS, voire la « prime à l'emploi ». Seulement, un simple coup d'œil, même rapide, aux réalisations et réalités des politiques menées par les autres gouvernements de gauche et de centre-gauche dans les démocraties occidentales ces dernières années, tend à montrer que le gouvernement de Lionel Jospin n'est pas le seul à pouvoir aligner un tel bilan. On peut ainsi évoquer la politique de l'emploi menée au Royaume-Uni (programmes d'emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée, *Working Families Tax Credit*, instauration d'un salaire minimum) pour ne prendre qu'un exemple, le pire pourtant, puisque blairiste, aux yeux des gardiens français du temple de la vraie gauche. On laissera de côté ici l'exemple américain, tellement ignoré qu'il a autorisé, lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2000 entre George Bush Jr et Al Gore, les habituelles accusations de « blanc bonnet, bonnet blanc » à propos des programmes des candidats alors que leur lecture permettait de mettre en évidence des différences entre droite et gauche, entre conservatisme et réformisme, dont bien des partis et des candidats en Europe pourraient s'inspirer – sur des sujets aussi différents que l'éducation, l'environnement, les retraites ou encore les droits des femmes et des minorités⁸.

Pourquoi dès lors vouloir à tout prix apparaître ou s'afficher comme « le plus à gauche » lorsque, comme Lionel Jospin, on est tenu par un bilan contrasté sur le plan de la revendication d'une appartenance au camp de la soi-disant « vraie gauche » ? Si l'on approfondit un tant soit peu l'analyse, il semble que ce soit ni par souci de légitimité vis-à-vis des camarades français ni par volonté de se démarquer des camarades gouvernants européens. Il s'agit plutôt d'une forme de « souci de soi », d'une tentative de se conforter soi-même dans la certitude imparable de son appartenance à la gauche alors que la gestion gouvernementale apporte chaque jour la preuve d'une incertitude sur le statut de la réforme économique, sociale, politique et culturelle par rapport à des dogmes qui trouvent toujours le renfort de gardiens sourcilleux dans l'inaction et l'irresponsabilité. Finalement, dire que l'on est le « plus à gauche » de tous ses camarades de combat au sein du socialisme européen semble être une manière de s'autoriser à s'abstraire d'une évaluation de sa propre politique et surtout de l'acceptation de ce qu'elle est, dans ses contradictions et ses tâtonnements, sans plus de rapport avec une *doxa* empruntée et inefficace devant les bouleversements de l'ordre du monde. Parler « à gauche », remplir l'atmosphère de symboles et de signes montrant une fidélité de fer à cette *doxa* permet *in fine* de s'exonérer d'un travail théorique d'ampleur comparable au développement fulgurant de la pragmatique gouvernementale socialiste depuis le début des années 1980. Les discours tenus par le gouvernement et son chef en particulier sur des sujets tels que la « taxe Tobin »⁹ ou concernant la sécurité des citoyens sont des exemples significatifs du refus d'assumer une politique réformatrice soucieuse d'autre chose que d'intérêts électoraux trop souvent mal compris. Ainsi plutôt que d'assumer l'élaboration d'un discours autonome et de politiques adéquates, la gauche et la majorité plurielle sont-elles allées chercher chez ATTAC un discours de rechange sur la mondialisation ou plutôt sur sa « critique radicale », et dans les fonds de dossier d'une droite qualifiée, il y a peu encore, de « sécuritaire » les moyens

de renouveler l'approche de la gauche en matière de sécurité publique. Cette forme de grand écart, plus instable et fébrile encore dès lors que les élections approchent, conduit à l'impression d'une navigation à vue qui n'évite finalement aucun écueil : ni l'accusation de manœuvre grossière ou de récupération démagogique ni le fait qu'une des règles élémentaires de la vie politique tient dans ce que les électeurs préfèrent toujours l'original à la copie.

Si bien que l'affirmation de Lionel Jospin selon laquelle « la politique conduite par le gouvernement (qu'il) dirige est sans doute la plus à gauche de toutes les démocraties occidentales » apparaît à la fois comme fausse (mais qui s'en soucie hors des gouvernements et des partis frères de l'Internationale socialiste et du Parti des socialistes européens ?), inefficace (puisque la gauche radicale ne s'en satisfait pas et qu'électoralement son effet n'est pas prouvé), et finalement plutôt dangereuse dans la mesure où cela n'aide pas à la clarification théorique indispensable à tout exercice responsable du pouvoir.

« L'effet dominos »

Si l'on se concentre sur la problématique électorale, une telle affirmation par le Premier ministre confirme une forme de scénario catastrophe, celui de « l'effet dominos ». La ligne narrative est simple, toujours la même : la gauche radicale met en cause l'appartenance du gouvernement et de ses soutiens au camp de la gauche ; alertés par leur « base », les partis alliés du PS reprennent et synthétisent une partie de ses critiques à l'intérieur de la majorité plurielle ; le PS donne finalement des gages à la fois symboliques et matériels à ses critiques externes et internes au nom de son appartenance réaffirmée à la gauche. Il se trouve ainsi saisi dans une sorte de piège infernal puisque la fameuse « posture critique » de la gauche radicale ne se satisfait – elle ne peut jamais, par définition, se satisfaire faute de se défaire – ni des discours rassurants ni des mesures pourtant estampillés « 100% pure gauche » qui peuvent être prises. La majorité, le gouvernement et son chef sont ainsi victimes de leur propre absence de réflexion stratégique sur ce que peut être la gauche, et bien sûr la gauche au gouvernement, aujourd'hui, dans les conditions contemporaines du pouvoir.

Le résultat des élections municipales au printemps dernier a mis en évidence ce phénomène de « dominos » qui caractérise la gauche française. Dans les villes grandes et moyennes où le clivage droite-gauche représente un facteur important dans la détermination des votes – c'est-à-dire qu'il détermine conjointement avec les enjeux locaux spécifiques le vote local –, la pression de la gauche radicale a souvent joué à plein. Alors même que celle-ci est rarement parvenue à s'organiser pour présenter des candidatures crédibles, et même lorsqu'elle a pu être correctement représentée, comme ce fut le cas des listes « motivé-e-s » (à Toulouse notamment), il n'y a pas eu de bons reports au second tour vers les candidats de la gauche plurielle. Cet épisode en grande nature des élections municipales montre que la tentative de séduire les électeurs potentiels – ou avérés – de la gauche radicale a échoué parce que, lorsqu'ils votent, ils se reportent peu ou mal sur les candidats des partis de la gauche plurielle. Et, surtout, les promesses et les dérives discursives destinées à les séduire sont souvent mal perçues par l'électorat de centre-gauche qui se mobilise, lui, davantage en faveur des candidats de la gauche gouvernementale. Les différences de stratégie entre les listes conduites par Gérard Collomb à Lyon et Jean-François Simon à Toulouse, victorieuse dans

un cas et défaite dans l'autre (on laisse ici délibérément de côté Paris), prouvent combien la traduction des efforts manifestes faits pour plaire à la gauche radicale est une illusion et que ces efforts eux-mêmes sont très coûteux en termes électoraux, alors qu'un réformisme assumé et déterminé est susceptible d'emporter l'adhésion.

L'approche des élections présidentielle et législatives de l'an prochain démultiplie cette illusion – et renchérit le coût des tentatives de séduction de l'électorat potentiel de la gauche radicale. Ce potentiel n'est pas négligeable, mais il n'est tout simplement pas mobilisable – ou très marginalement – par la gauche de gouvernement ou, pour être plus clair encore, par le candidat de la gauche au second tour de l'élection présidentielle. Celui-ci ne pourra compter que sur l'efficacité du dispositif de la gauche plurielle et la qualité des reports en son sein, en fait sur un Parti communiste et des Verts suffisamment forts pour rallier les suffrages indispensables dans des portions de l'électorat qui recouvrent largement celles de la gauche radicale – ce qui, compte tenu de l'état actuel de ces deux forces politiques, relèverait de l'exploit.

Que faire de la gauche plurielle ?

La majorité plurielle ne semble donc pas tout à fait prête à ce défi. Le bel outil de 1997 n'a plus ni la même efficacité ni la même qualité. C'est évidemment le cas depuis qu'elle est amputée de Jean-Pierre Chevènement qui polarise l'aspiration républicaine d'une partie de la gauche et au-delà – l'affaire corse sur laquelle s'est faite la rupture renvoie à un ensemble de valeurs et de principes qui apparaissent très fortement dans les différentes évaluations des intentions de vote : respect de l'État de droit, égalité, sécurité... C'est aussi le cas depuis quelques mois au sein de la gauche plurielle « maintenue » si l'on considère le durcissement des positions relatives de ses protagonistes sur leurs terrains de prédilection : la question sociale pour les communistes, l'environnement pour les Verts, chacun étant à la recherche désespérée d'une authenticité susceptible de mobiliser, au moins, le cœur de son électorat. On sent en effet comme un vent de panique s'emparer des responsables des partis de la majorité. C'est le cas au Parti communiste lorsqu'on observe sa double surenchère à la fois dans la participation au « mouvement social » et dans les revendications sur les projets de loi « sociaux ». C'est aussi le cas chez les Verts comme le montre la pathétique aventure de la désignation d'Alain Lipietz comme candidat à l'élection présidentielle.

Plus les échéances électorales approchent, moins l'intérêt à agir ensemble des composantes de la majorité plurielle semble perceptible. On pourrait aisément se contenter ici de l'explication officielle des difficultés de la gauche plurielle qui veut que chacun dispose d'une marge de liberté pour (mieux) faire gagner l'ensemble et que l'utilisation de cette marge de liberté conduit à des écarts, voire des excès, mais qu'au final tout cela ne compte pas. Cette explication est malheureusement un peu courte. Les difficultés actuelles de la majorité plurielle renvoient à un problème plus profond, celui de la pertinence de cette construction politique dans un contexte bien différent de celui dans lequel elle a été « inventée » et bâtie.

La majorité plurielle est en effet avant tout une construction électorale opportuniste¹⁰ – si ce n'est improvisée. Elle vient de la « gauche plurielle » qui a été mise en œuvre dans les années qui ont suivi le pire revers électoral de

l'histoire socialiste (1993), à un moment où les autres formations qui la composent, particulièrement les communistes et les Verts, connaissaient des mutations profondes qui les rendaient demandeuses de ce type de construction, tout autant que le PS d'ailleurs. Il s'agit en fait d'une intuition partagée selon laquelle il était impossible d'arriver au pouvoir sans bâtir une coalition de gauche la plus large possible incluant des forces et des traditions qui permettaient d'additionner les électeurs en évacuant les (importantes) divergences de fond au nom d'un enrichissement dialectique mutuel par le pouvoir. Le dispositif a parfaitement fonctionné, et de manière sans doute un peu inespérée, en 1997 – là encore dans des conditions particulières, celles de la dissolution à contre-temps de sa majorité par Jacques Chirac, au moment où l'exaspération vis-à-vis du gouvernement Juppé et un sentiment de pessimisme général atteignaient des sommets au sein de la société française. Le partage des fruits de la victoire n'en a été que plus facile, chacun des membres de la coalition comprenant parfaitement qu'il ne serait pas présent au gouvernement sans l'appui des autres. Lionel Jospin a lui-même parfaitement joué son rôle de gardien d'une impérieuse nécessité de ce nouvel « être ensemble » de la gauche française en apparaissant comme un véritable « instituteur » de cette nouvelle force du paysage politique français.

Si on l'analyse plus en profondeur, il apparaît que ce succès tient au fait d'avoir su transformer une contrainte systémique – c'est-à-dire la composition, indispensable pour gouverner, d'une majorité rassemblant différentes composantes de la gauche – en avantage politique : un « discours de gauche » particulièrement bien articulé derrière lequel peuvent s'abriter ces différentes composantes, soit pour se prévaloir des avancées communes, soit pour faire accepter à leur base électorale leurs renoncements programmatiques. Qu'il s'agisse des communistes au sujet des privatisations, du Mouvement des citoyens sur la politique européenne ou des Verts concernant la politique énergétique, chacun des partenaires du PS a ainsi compris qu'il pouvait mettre en avant la haute nécessité de la réussite collective du gouvernement – et éventuellement quelques succès ponctuels – pour masquer ses échecs ou ses reculs sur tel ou tel point de son propre programme. La communauté d'intérêts politiques que représente la « gauche plurielle » a ainsi longtemps joué le rôle de garantie pour l'avenir de la gauche au pouvoir. En effet, son fonctionnement a montré qu'aucune de ses parties n'était prête à quitter l'esquif commun pour répondre à des exigences politiques supérieures – à l'exception, récente, du Mouvement des Citoyens réduit politiquement à la personnalité de son chef Jean-Pierre Chevènement qui, depuis, se pose en « opposant interne » à gauche. Chacune des composantes a ainsi accepté un nombre de renoncements suffisamment importants pour, d'une part, démontrer aux autres son attachement – mais aussi dans le même temps la faiblesse de sa position relative – et, d'autre part, que toute décision de retrait à venir de la coalition présentait à chaque renoncement supplémentaire un coût politique marginal plus important que le précédent – on peut évoquer, à ce propos, un « effet de cliquet » politique interdisant tout retour en arrière.

On voit alors apparaître le principal défaut d'une construction électorale aussi virtuose soit-elle – et ce dès lors qu'elle recèle des divergences programmatiques en son sein –, c'est-à-dire son caractère... électoral. En effet, tant que les perspectives sont ascendantes, orientées vers la victoire, la dynamique politique évoquée plus haut fonctionne à plein, mais dès lors que

ces perspectives se ternissent et que le jeu entre les composantes se durcit, alors son incohérence apparaît au grand jour. Au risque de renforcer encore l'effet d'entraînement vers la défaite.

L'avenir d'un chef

On pourra alors objecter que tout l'intérêt de la « majorité plurielle » réside essentiellement dans l'effort de *management* politique qu'elle suppose, et dans les qualités en la matière qu'elle a révélées de la part de son chef, Lionel Jospin. Les oppositions entre les partis qui la composent sont en effet telles qu'elles nécessitent une intense activité de débat, de concertation et d'arbitrage au gouvernement et à l'Assemblée nationale. Cette activité se déroule alors même que le gouvernement cohabite avec un chef de l'État issu du camp adverse et prompt à se saisir des divergences gouvernementales, on l'a encore vu récemment à propos de l'écologie. L'habileté dans la gestion d'une telle coalition est censée conduire à donner du chef de cette majorité une image positive, celle de l'homme qui peut faire gagner la gauche malgré ses divisions et ses contradictions. Cette capacité de gestion renvoie d'ailleurs essentiellement à une compréhension fine et à une utilisation minutieuse des rapports de forces. La gauche et la majorité plurielle ont incontestablement trouvé en Lionel Jospin le chef adéquat, en phase avec l'esprit de « coalition » qui l'anime. La réflexion politique apparaît souvent chez lui comme une suite de contradictions et d'oppositions à gérer au mieux sans qu'il y ait de tentative réelle de les résoudre ou de les dépasser¹¹. La notion d'arbitrage plus que celle de synthèse convient à ce mode de gestion du moment que l'exercice rhétorique permet d'habiller l'ensemble sous le voile de la cohérence et de la volonté politique. Ainsi, comme on l'a vu, Lionel Jospin peut-il sans crainte se déclarer tout à la fois le chef du gouvernement qui mène la politique la plus à gauche des démocraties occidentales et mener une politique de baisse des impôts et de privatisations à partir du moment où il peut mettre en regard de ces mesures les symboles des 35 heures ou du PACS dont ne voulait pas la droite.

La question qui se pose alors, parallèlement à celle soulevée plus haut à propos la majorité plurielle, est celle de l'élection à venir. Lionel Jospin n'est pas seulement confronté comme ses pairs sociaux-démocrates européens à un renouvellement de son mandat à la tête d'une majorité parlementaire, il doit affronter l'épreuve spécifique de l'élection présidentielle. Il joue donc à la fois comme ses homologues la validation de son bilan et l'évaluation de son projet pour un « second » mandat tout en affrontant directement les suffrages des Français. Il s'agit, on le sait, d'une position particulièrement inconfortable dans l'histoire de la Ve République puisque aucun Premier ministre en exercice n'a pu être élu Président de la République. D'autant qu'après cinq ans une majorité parlementaire et le gouvernement qu'elle soutient a toujours plus de mal à faire campagne sur son projet que sur son bilan – c'est, pour la majorité plurielle elle-même comme pour son chef, une des différences essentielles par rapport à 1997. Bref, au-delà de toutes ces circonstances bien connues, on ne peut que souligner la difficulté de la tâche de Lionel Jospin, et encore sans faire référence à ses capacités de candidat, thème que ne manque jamais de développer son adversaire Jacques Chirac dès qu'une élection se profile.

Ce qui est en jeu ici, c'est plutôt la capacité de Lionel Jospin à sortir de son rôle de chef de la majorité plurielle et de tacticien hors pair dès lors qu'il s'agit de

gérer les rapports de forces en son sein pour incarner un candidat à l'élection présidentielle susceptible de regrouper plus de 50% des suffrages au soir du second tour. On a pu lire depuis quelque temps qu'il fallait pour réussir une élection à la fois un bon bilan, un bon candidat et un bon projet¹². On peut discuter abondamment de chacun de ces trois éléments, mais c'est plutôt à leur articulation que l'on s'intéressera ici. Lionel Jospin est en effet prisonnier de la nécessité de défendre son bilan qui plaît à des populations différentes si l'on en considère chacune des mesures. Mais ce qui compte sans doute plus encore c'est la manière dont ces mesures et ce bilan sont présentés puis projetés dans le cadre d'un nouveau mandat – et comment ils peuvent être poursuivis suivant un nouveau projet. Or, c'est précisément dans la présentation et dans l'explication de sa politique que Lionel Jospin a placé une bonne part du sens de son action. Comme les mesures adoptées sont difficilement organisables sous une appellation évidente – autre que le faible « socialisme moderne » esquissé par Lionel Jospin – et comme la construction même de la majorité interdit la mise en cohérence, c'est dans la rhétorique que le chef de la majorité a investi l'essentiel de son avenir politique.

Il s'agit de s'assurer du soutien de la majorité plurielle qui a comme ultime but lors des élections à venir d'apporter le plus grand nombre de voix possible au candidat socialiste – notamment des voix en provenance de la gauche radicale. Pour ce faire, il faut donner des gages : des mesures qui satisfassent les partis et les électeurs potentiels de la majorité tout en montrant que ces différentes mesures rentrent dans le cadre d'une politique d'ensemble ou du moins cohérente. C'est à ce moment-là qu'interviennent les grands discours du Premier ministre destinés à ancrer l'exercice gouvernemental à gauche dans l'esprit de chacun : « nouvelle alliance », « utopies réalistes », « le gouvernement le plus à gauche... », discours sur la mondialisation et la taxe Tobin¹³. Cet exercice rhétorique est-il efficace ? Il l'a été au début du mandat de la majorité, Lionel Jospin bénéficiant d'une « présomption » de gauche plutôt favorable. Mais il ne semble plus l'être aujourd'hui.

Dès lors pourquoi continuer de le tenir ? Pourquoi ne pas plutôt assumer pleinement la politique réformatrice menée jusqu'ici, dans sa totalité, et au-delà ce qu'est pratiquement et concrètement aujourd'hui le socialisme ou la social-démocratie à la française ? Pourquoi ne pas miser sur les effets électoraux potentiels d'un discours conforme à la politique conduite depuis quatre ans et qui s'adresserait, en toute responsabilité et en toute transparence, à la fois à des classes « populaires » et à des classes « moyennes » bien conscientes des enjeux, qui ont depuis longtemps dépassé les illusions du « grand soir » ou de la « politique idéale » ? Cela constituerait la meilleure démonstration de la bataille pour la rigueur et le volontarisme politique, engagée depuis 1997, et permettrait d'ouvrir une période nouvelle de la vie de la gauche française : inscription de l'action gouvernementale dans la durée, convergence avec les partenaires européens, manifestation de l'esprit et de la lettre d'un réformisme à la française sur la scène internationale.

L'avenir de Lionel Jospin et, avec lui, de cet « esprit de réforme » de gauche passe ainsi par la restitution d'une des règles, très souvent oubliée ces dernières années, de la social-démocratie, celle dite du « combat sur deux fronts ». À la fois contre une droite dont le modèle de société reste par nombre de ses aspects inacceptable et contre la « tentation » radicale ou gauchiste aujourd'hui si forte, contre ce surmoi qui leste toute action réformatrice en la

stigmatisant de manière incessante comme trahison *ex ante*. Réformer la société n'est pas seulement un positionnement politique conjoncturel ni même le levier d'un hypothétique rapport de forces, c'est simplement une nécessité politique absolue à laquelle il faut soumettre la gauche, toute la gauche, française et européenne.

Le Banquet, n°16, 2001.

1. Lionel Jospin, discours prononcé à l'occasion du colloque « L'idée socialiste » organisé par le Parti socialiste le 9 juin 2001.

2. Professeur de science politique à l'Université de Nice, rédacteur en chef de 'La Revue socialiste' de 1998 à 2001. Cet article a été rédigé avant le 11 septembre 2001.

3. Il s'agit d'une première dans l'histoire des gouvernements travaillistes britanniques.

4. Voir en particulier Keith Dixon, 'Un digne héritier', Liber-Raisons d'Agir, 2000.

5. Voir notamment Philippe Raynaud, « Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie », 'Le Débat', n° 105, mai-août 1999.

6. Le radicalisme politique tel qu'on l'entend ici – ou encore le gauchisme – tient de la posture critique davantage que de la théorie politique ou même de l'idéologie. Il s'agit essentiellement d'un discours critique autoréférent dont l'objet n'est ni la construction d'un projet alternatif politique d'ensemble (hors la perspective inaccessible de la révolution) ni même celle d'un ensemble de propositions applicables dans le cadre d'une simple alternance. Pour compléter l'approche très parcellaire présentée ici, on renverra au numéro spécial d'Esprit, « Le pari de la réforme », mars-avril 1999, en particulier à l'article de Marc Lazar, « La social-démocratie à l'épreuve de la réforme », pp. 122-134 ainsi qu'à notre article « La gauche française entre social et "sociétal" » dans 'La Revue socialiste', n° 4, juillet 2000, pp. 8-26.

7. Notamment dans le discours précité lors du colloque sur « L'idée socialiste » ou encore à La Rochelle lors de l'université d'été du Parti socialiste en août 2001.

8. On renverra sur l'exemple américain au numéro 5 de 'La Revue socialiste', « États-Unis : état de la gauche », novembre 2000.

9. On précisera ici qu'il s'agit de la « taxe Tobin » telle qu'elle est interprétée par ATTAC et dont James Tobin lui-même n'a pas reconnu l'utilisation. Lionel Jospin a d'ailleurs beau proclamer qu'il disposait de cette proposition dans son programme présidentiel de 1995, cela ne change rien, car la question qu'on peut légitimement retourner à ce genre de rappel est : pourquoi ne l'avoir pas mise en œuvre depuis 1997 ?

10. Quoi qu'en disent ses principaux promoteurs, notamment Jean-Christophe Cambadélis qui en a certes bien senti le premier le sens et l'intérêt.

11. On peut déceler les traces de la « pensée » politique jospinienne qui se bâtit chemin faisant dans les essais de théorisation de sa pratique par le Premier ministre lui-même ; voir notamment l'entretien publié dans le premier numéro de 'La R"e"vue socialiste' au printemps 1999 ou encore la 'Note de la Fondation Jean-Jaurès', « Le socialisme moderne » par Lionel Jospin, n° 15, mars 2000.

12. Voir par exemple l'article de Gilles Finchelstein sur la victoire de Tony Blair en 2001 et les leçons possibles pour la gauche française : « Une voix de gauche ? Oui ! Une voie pour la gauche ? Non ! », 'Le Figaro', 23-24 juin 2001, dont une version longue est proposée dans le présent numéro du 'Banquet'.

13. Voir « Le socialisme moderne », 'op. cit'.